



ASSEMBLÉE NATIONALE

16ème législature

LANCEMENT DES NÉGOCIATIONS SUR LES CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION

Question au Gouvernement n° 971

Texte de la question

LANCEMENT DES NÉGOCIATIONS SUR LES CONTRATS DE PLAN ÉTAT-RÉGION

Mme la présidente. La parole est à M. Ludovic Mendes.

M. Ludovic Mendes. Monsieur le ministre délégué chargé des transports, la région Grand Est, transfrontalière à part entière, a des attentes particulièrement fortes concernant les mobilités, notamment dans notre beau département de la Moselle. Plus de 100 000 Français du sillon lorrain partent travailler tous les jours au Luxembourg et vivent ces enjeux au quotidien. Or ils sont entassés dans des trains – fréquemment retardés, voire annulés – ou bloqués pendant des heures dans leur voiture pour faire 50 kilomètres sur l'autoroute A31, axe routier surchargé.

Ces problématiques montrent que nous vivons sur un territoire dynamique, qui a besoin de préparer son avenir sereinement en pérennisant son attractivité. Pour ce faire, le maintien et le développement de l'aéroport Metz-Nancy et de la gare Lorraine TGV, qui se trouvent à quelques kilomètres l'un de l'autre, au cœur de ma circonscription, sont essentiels. Tout aussi essentiels sont la liaison ferroviaire Nord-Sud, de la Lorraine vers la Méditerranée, et le port de Metz, le plus grand port céréalier fluvial de France.

Une région comme la nôtre, au cœur de l'Europe et qui concentre les échanges Nord-Sud et Est-Ouest, a besoin d'annonces fortes pour son avenir touristique, écologique et économique. De plus, ces annonces doivent être en lien avec l'enjeu mondial du réchauffement climatique, en permettant de favoriser le transport décarboné et responsable ainsi que les plateformes multimodales.

Vous avez annoncé un investissement total de plus de 8 milliards d'euros avant la fin du quinquennat, soit une augmentation de plus de 50 % par rapport à la période précédente. Dans la région Grand Est, 650 millions d'euros seront investis dans le cadre des contrats de plan État-région, en plus des financements attendus des collectivités locales. Le développement de notre territoire par la mobilité garantit le développement économique, favorise le lien social et l'accessibilité. Aussi, la mobilité pour tous doit répondre aux besoins des personnes en situation de handicap.

Monsieur le ministre délégué, nous vous remercions pour cet effort considérable. Pouvez-vous nous détailler le plan d'avenir pour les transports, particulièrement pour la région Grand Est et la Moselle ? (*Applaudissements sur les bancs du groupe RE.*)

Mme la présidente. La parole est à M. le ministre délégué chargé des transports.

M. Clément Beaune, ministre délégué chargé des transports. Votre question me donne l'occasion de revenir sur les enjeux et le contenu du plan d'avenir pour les transports. L'État y investit des montants inédits, notamment

par le biais des contrats de plan État-région, engagés la semaine dernière sous l'autorité de la Première ministre – les mandats de négociation de ces contrats ont été signés par les préfets de région.

Pour l'ensemble du pays, cet effort sans précédent représente 8,6 milliards d'euros, un montant en hausse de 50 % par rapport à celui de la génération précédente de contrats de plan. Le ferroviaire et les transports publics s'arrogent 70 % de l'enveloppe, ce qui représente un doublement des montants. Nous démontrons ainsi clairement notre choix en faveur des transports publics et des transports décarbonés, qui n'ont jamais bénéficié d'investissements de cette ampleur. Que ce soit dans la région Grand Est ou les autres régions de France, notre engagement est très clair, très fort, sonnante et trébuchante. Il ne peut plus y avoir de doute sur notre volonté de décliner ce plan de 100 milliards d'euros annoncé en février par la Première ministre.

Vous connaissez mon attachement à la région Grand Est, à votre beau département de la Moselle – où j'ai effectué un récent déplacement – et mon intérêt pour les questions de transport et mobilité qui s'y posent. Sans préjuger de l'issue des discussions sur différents projets, je crois pouvoir dire que le président de région, Franck Leroy, est ouvert au dialogue et satisfait de l'engagement de l'État. J'espère que nous pourrions conclure ce contrat de plan État-région dans les semaines à venir.

Il contiendra des engagements majeurs, concernant notamment le sillon lorrain. Il s'agit de décongestionner les axes routiers mais aussi de développer le transport ferroviaire et les transports publics – je pense au projet de RER métropolitain, l'un des axes structurants de ce plan en France et dans la région Grand Est.

D'autres discussions porteront sur les liaisons transfrontalières en général. Je me suis aussi engagé à faire en sorte que nous trouvions ensemble des solutions sur d'autres projets très précis tels que la liaison Nancy-Lyon, chère à votre cœur ainsi qu'à celui de nombreux autres élus – je salue le président Valence. D'ici à la fin de l'année, nous trouverons des solutions pour rétablir cette liaison essentielle. *(Applaudissements sur quelques bancs du groupe RE.)*

Mme la présidente. La parole est à M. Ludovic Mendes.

M. Ludovic Mendes. Merci, monsieur le ministre délégué, pour ces réponses. Le milieu économique vous attend. Votre réponse précise celle que vous aviez adressée aux membres de l'association Impact Lorraine Mobilités. Je vous remercie également en leur nom. (M. David Valence applaudit.)

Données clés

Auteur : [M. Ludovic Mendes](#)

Circonscription : Moselle (2^e circonscription) - Renaissance

Type de question : Question au Gouvernement

Numéro de la question : 971

Rubrique : Transports

Ministère interrogé : Transports

Ministère attributaire : Transports

Date(s) clé(s)

Question publiée le : 14 juin 2023

La question a été posée au Gouvernement en séance, parue au Journal officiel du 14 juin 2023